



Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale
14 avril 2011
Français
Original: anglais

Assemblée générale**Soixante-sixième session**

Point 17 de la liste préliminaire*

Les technologies de l'information et de la communication
au service du développement**Conseil économique et social****Session de fond de 2011**

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 13 b) de l'ordre du jour provisoire**

Questions relatives à l'économie et à l'environnement:
science et technique au service du développement

Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet***

Résumé

Le présent rapport a été établi par le Président du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet, en application de la résolution 2010/2 du Conseil économique et social et de la résolution A/RES/65/141 de l'Assemblée générale. Il rend compte brièvement de la mise en place et des résultats des deux réunions tenues par le Groupe de travail, au début de 2011. Pendant ces réunions, le Groupe a cherché, collecté et examiné les contributions des États membres et des parties prenantes sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet, dans le cadre du mandat énoncé dans l'Agenda de Tunis. L'abondance de l'information, la complexité et le caractère politiquement sensible du sujet et les fortes divergences de vues entre les États membres sur un certain nombre de propositions concrètes n'ont pas permis au Groupe, dans le court délai qui lui était imparti pour s'acquitter de sa tâche, d'élaborer la version définitive de la série de recommandations relatives aux améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet. Il a donc été suggéré que le Groupe de travail poursuive ses délibérations au-delà de la quatorzième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement.

* A/66/50.

** E/2011/1.

*** Les réunions du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet, dont il est rendu compte dans le rapport, s'étant achevées le 25 mars 2011, le créneau assigné au traitement du présent document a dû être reporté.

1. Le 19 juillet 2010, le Conseil économique et social a adopté par consensus la résolution 2010/2 sur le «Bilan de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information». Par cette résolution, le Conseil économique et social «invit[ait] le Président de la Commission de la science et de la technique au service du développement à mettre en place, de manière transparente et sans exclusive, un groupe de travail ayant pour mission de chercher, de collecter et d'examiner les contributions de tous les États Membres et de toutes les autres parties prenantes sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet, dans le cadre du mandat énoncé dans l'Agenda de Tunis, et de présenter à la Commission à sa quatorzième session, en 2011, les recommandations qu'il jugera[it] utiles, le rapport constituant une contribution de la Commission aux travaux de l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, si toutefois le mandat du Forum sur la gouvernance d'Internet devait être prorogé».

2. M^{me} Sherry Ayittey, Ministre de l'environnement, de la science et de la technologie du Ghana, actuelle Présidente de la Commission de la science et de la technique au service du développement, a confié le soin de la mise en place du groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet à M. Frédéric Riehl (Suisse), Vice-Président de la Commission.

3. Avant de constituer le groupe de travail, M. Riehl a organisé un certain nombre de consultations directes et de consultations ouvertes en ligne. La première séance de consultations ouvertes a eu lieu à l'occasion de la cinquième réunion du Forum sur la gouvernance d'Internet, tenue à Vilnius (Lituanie), le 16 septembre 2010¹. En novembre 2010, un questionnaire a été mis en ligne, et 23 réponses ont été reçues. Ces réponses ont été examinées lors d'une deuxième réunion ouverte, tenue à Genève (Suisse), le 24 novembre 2010².

4. À sa soixante-cinquième session, l'Assemblée générale a décidé de proroger le mandat du Forum sur la gouvernance d'Internet³, tout en soulignant la nécessité de lui apporter des améliorations «en vue de le rattacher aux échanges de vues plus généraux sur la gouvernance mondiale d'Internet» et d'accorder une attention particulière «notamment au renforcement de la participation des pays en développement, à la recherche de nouvelles formules de participation volontaire au financement du Forum et à l'amélioration des modalités de déroulement des préparatifs ainsi que du fonctionnement du secrétariat du Forum».

5. Le 17 décembre 2010, pendant la réunion du groupe intersessions de la Commission de la science et de la technique au service du développement, les représentants des États membres de la Commission ont examiné la composition du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet. Il a été décidé ce qui suit:

«Le Président de la Commission de la science et de la technique au service du développement établit un groupe de travail composé de 15 États membres, des cinq États membres qui ont accueilli les réunions du Forum sur la gouvernance d'Internet et des deux États membres qui ont accueilli le Sommet mondial sur la société de

¹ Le résumé de la première séance de consultations peut être consulté à l'adresse: http://www.unctad.org/sections/un_cstd/docs//cstd2010d01_en.pdf.

² Les réponses au questionnaire et les discussions qui ont eu lieu durant la réunion tenue à Genève sont résumées dans un rapport qui peut être consulté à l'adresse: <http://www.unctad.info/upload/CSTD-IGF/Documents/IGFsummary.pdf>.

³ Résolution 65/141 de l'Assemblée générale, «Les technologies de l'information et de la communication au service du développement», 20 décembre 2010.

l'information. Ce groupe de travail a pour mission de chercher, de collecter et d'examiner les contributions de tous les États membres et de toutes les autres parties prenantes sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet, de manière transparente et sans exclusive pendant toute la durée de ses travaux.

Le Président invite les parties prenantes ci-après à participer de manière pleine et active à l'ensemble des travaux du groupe de travail, en tenant compte du règlement intérieur en vigueur du Conseil économique et social: 5 représentants du secteur économique; 5 représentants de la société civile; 5 représentants de la communauté technique et universitaire; 5 représentants d'organisations intergouvernementales.

Conformément aux décisions 2010/226, 2010/227 et 2010/228 du Conseil économique et social concernant les parties prenantes, il conviendra de s'assurer, en concertation avec ces dernières, qu'elles reçoivent autant d'appui que possible, qu'il existe au sein du groupe de travail une diversité d'idées et que les pays en développement et les pays développés y soient représentés de manière équilibrée. Le rapport du groupe de travail est adopté par consensus⁴.».

6. Le Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet a ensuite organisé deux réunions: la première a eu lieu les 25 et 26 février 2011, à Montreux⁵ (Suisse), et la seconde, les 24 et 25 mars 2011, à Genève⁶ (Suisse). Au cours de ces deux réunions, le Groupe de travail a cherché, collecté et examiné les contributions des États membres et des parties prenantes sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet, dans le cadre du mandat énoncé dans l'Agenda de Tunis.

7. Avant la première réunion, à Montreux, un questionnaire a été envoyé à tous les membres du Groupe de travail et aux personnes invitées à y participer⁷. Un autre questionnaire, élaboré pendant la réunion de Montreux, a été publié au début du mois de mars et envoyé à tous les États membres et parties prenantes concernées. Trente réponses ont été reçues. Elles ont été examinées pendant la deuxième réunion du Groupe de travail, à Genève, et peuvent être consultées en ligne⁸. Le catalogue qui en a été dressé rend compte des nombreuses idées et propositions examinées par le Groupe de travail et devrait être lu en parallèle avec le présent rapport.

⁴ La liste complète des membres et des participants figure en annexe au présent rapport.

⁵ Le résumé du Président concernant la première réunion du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.unctad.org/sections/un_cstd/docs/UN_WGIGF2011d04_en.pdf.

⁶ Le résumé du Président concernant la deuxième réunion du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet peut être consulté à l'adresse suivante: http://www.unctad.org/sections/un_cstd/docs/UN_WGIGF2011d07_summary_en.pdf.

⁷ Catalogue dressé par le Président des réponses apportées par les membres et les participants invités du Groupe de travail au questionnaire du 18 janvier 2011: <http://www.unctad.info/upload/CSTD-IGF/Contributions/BM1/Compilation.pdf>.

⁸ Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet, «Questionnaire on improvements to the Internet Governance Forum (IGF) – Compilation of contributions», <http://www.unctad.info/upload/CSTD-IGF/Contributions/M1/CompilationWGIGF.pdf>.

8. L'abondance de l'information, la complexité et le caractère politiquement sensible du sujet et les fortes divergences de vues entre les États membres sur un certain nombre de propositions concrètes n'ont pas permis au Groupe, dans le court délai qui lui était imparti pour s'acquitter de sa tâche, d'élaborer la version définitive de la série de recommandations relatives aux améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet. Un certain nombre d'États membres ont donc suggéré de proroger le mandat du Groupe de travail au-delà de la quatorzième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement afin qu'il puisse débattre des questions d'une manière plus approfondie et présenter à la Commission à sa quinzième session, en mai 2012, les recommandations qu'il jugera utiles et qui constitueront une contribution de la Commission aux travaux de l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

Annexe

List of participants of the first and second meeting of the Working Group on Improvements to the Internet Governance Forum

Geneva, Switzerland, 24 and 25 March 2011

Member States

Brazil

Mr. Hartmut Glaser, Executive Director, Brazilian Internet Steering Committee
Mr. Alvaro Galvani, Head, Division of Information Society, Ministry of Foreign Affairs
Mr. Maurício A. O. Correia, Second Secretary, Permanent Mission of Brazil to the World Trade Organization and other economic organizations in Geneva

Chile

Mr. Fernando Guzman, Third Secretary, Permanent Mission of Chile to the United Nations in Geneva
Mr. Luciano Parodi, Minister Counsellor, Deputy Permanent Representative at the Permanent Mission of Chile to the United Nations in Geneva

Costa Rica

Mr. Norman Lizano, Minister Counsellor, Permanent Mission of Costa Rica to the United Nations in Geneva

Egypt

Ms. Nermine El Saadany, Director of International Relations Division, Ministry of Communications and Information Technology
Mr. Yasser Hassan, Counsellor, Permanent Mission of Egypt to the United Nations in Geneva

El Salvador

Mr. Félix Ulloa, Minister Counsellor, Permanent Mission of El Salvador to the United Nations in Geneva

Finland

Ms. Mervi Kultamaa, Counsellor, Information Society and Trade Facilitation, Ministry for Foreign Affairs of Finland, Department for External Economic Relations

Ghana

Mr. Anthony Kwasi Nyame-Baafi, Minister (Commercial) at the Permanent Mission of Ghana to the United Nations in Geneva

Greece

Mr. George Papadatos, Minister Counsellor, Permanent Mission of Greece to the United Nations in Geneva

Hungary

Mr. Árpád Csányi Second Secretary, Permanent Mission of Hungary to the United Nations in Geneva

Mr. Istvan Erenyi, Senior Counsellor, Ministry of National Development, State Secretariat of Infocommunications and Media

Mr. Peter Major, Special Advisor, Permanent Mission of Hungary to the United Nations in Geneva

India

Mrs. Kotthapally Nandini, Counsellor, Permanent Mission of India to the United Nations in Geneva

Mr. Manharsinh Yadav, Embassy of India, Brussels

Iran (Islamic Republic of)

Mr. Alireza Tootoonchian, Counsellor, Permanent Mission of the Islamic Republic of Iran to the United Nations in Geneva

Lesotho

Mr. Lefeu Ramone, Minister Counsellor at the Permanent Mission of the Kingdom of Lesotho to the United Nations in Geneva

Lithuania

Mr. Donatas Tamulaitis, Head of International Economic Organizations Division at the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania

Pakistan

Mr. Ahsan Nabeel, Third Secretary, Permanent Mission of Pakistan to the United Nations in Geneva

Portugal

Ms. Ana Cristina Amoroso das Neves, Head, International Affairs Knowledge Society Agency (UMIC), Ministry of Science, Technology and Higher Education

Prof. Luis Magalhães, President of the Knowledge Society Agency (UMIC), Ministry of Science, Technology and Higher Education

Mr. Giacomo Mazzone, Radio Television Portugal / European Broadcasting Union

Mr. Ricardo Pracana, Deputy Permanent Representative of Portugal to the United Nations in Geneva

Russian Federation

Mr. Igor Kokoshkin, Deputy Director General, Russian State Enterprise, Radio Research Institute (NIIR)

Mr. Arkady Kremer, Chairman of the Executive Committee, Association for Documentary Electronic Communication (ADE)

Mr. Vladimir Minkin, Deputy Director General, Russian State Enterprise Radio Research Institute (NIIR)

Mr. Alexander Petrov, Counsellor, Permanent Mission of the Russian Federation to the United Nations in Geneva
Mr. Alexander Pisarev, First Counsellor (Political Affairs and ITU), Permanent Mission of the Russian Federation to the United Nations in Geneva
Ms. Natalia Timofeeva, Head of the International Organizations Division, Ministry of Communication and Mass Media of the Russian Federation

Slovakia

Mr. Anton Frič, First Secretary, Permanent Mission of Slovakia to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva
Mr. Igor Kucer, Counsellor, Permanent Mission of Slovakia to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva

South Africa

Ms. Tshihumbudzo Ravhandalala, First Secretary, South Africa Mission to the United Nations in Geneva

Sri Lanka

Mr. Vijaya Kumar, Chairman, Industrial Technology Institute, Colombo
Ms. Lakmini Peins Mendis, First Secretary, Sri Lanka Mission to the United Nations in Geneva

Switzerland

Mr. Frédéric Riehl, Director, International Relations, Federal Office of Communications, Bienne
Mr. Hassane Makki, Scientific Advisor, Swiss Federal Office of Communications, Bienne
Mr. Thomas Schneider, Dept Head, International Affairs, Swiss Federal Office of Communications, Bienne

Tunisia

Mr. Moez Chakchouk, Chief Executive Officer of Tunisian Internet Agency

United States of America

Mr. Richard Beard, Senior Deputy United States Coordinator, International Communications and Information Policy, United States Department of State
Ms. Robyn Disselkoen Foreign Affairs Officer, United States Department of State
Mr. Christopher Hemmerlein, Telecommunications Policy Analyst, National Telecommunications and Information Administration
Mr. Craig Reilly, First Secretary, United States Mission to the United Nations in Geneva

Invited participants

Business community

Ms. Marilyn Cade, CEO, mCADE LLC
Mr. Patrik Faltstrom, Distinguished Consulting Engineer Cisco Systems – Sweden
Mr. Jimson Olufuye, President Information Technology Association of Nigeria (ITAN) & Vice-Chairman WITSA (sub-Saharan Africa), Nigeria
Mr. Christoph Steck, Public Policy Director, Telefonica S.A.
Ms. Theresa Swinehart, Director - Global Internet Policy, Verizon

Civil society

Mr. Izumi Aizu, Senior Research Fellow & Professor, Institute for InfoSocinomics, Kumon Center, Tama University
Ms. Anriette Esterhuysen, Executive Director, Association for Progressive Communications
Mr. Wolfgang Kleinwächter, Professor Department for Media and Information Sciences, University of Aarhus (excused)
Ms. Marília Maciel, Project leader and researcher, Center for Technology and Society at Fundação Getúlio Vargas
Mr. Parminderjeet Singh, Executive Director, IT for Change

Technical and academic community

Ms. Constance Bommelaer, Senior Manager Strategic Global Engagement, Internet Society
Ms. Samantha Dickinson, Internet Governance Specialist APNIC
Mr. Baher Esmat, Manager, Regional Relations – Middle East Internet Corporation for Assigned Names and Numbers Cairo, Egypt
Ms. Nurani Nimpuno, Outreach & Communications Manager, Netnod (Autonomica)
Mr. Oscar Robles-Garay, General Director for NIC México, LACNIC Board of Directors (Regional IP Registry for Latin American and Caribbean region)

Intergovernmental organizations

International Telecommunication Union (ITU)

Mr. Preetam Maloor, Corporate Strategy Division
Mr. Jaroslaw Ponder, Corporate Strategy Division

United Nations Department of Economic and Social Affairs (DESA)

Mr. Patrick Spearing, Senior Governance and Public Administration Officer
Mr. Roberto Villarreal Gonda Chief, Development Management Branch, Division for Public Administration and Development Management United Nations Department of Economic and Social Affairs

United Nations Development Programme (UNDP)

Mr. Adam Rogers, Senior Adviser, Strategic Communication

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)

Mr. Cédric Wachholz Programme Specialist, Information Society Division, Communication and Information Sector

World Intellectual Property Organization (WIPO)

Mr. Joe Bradley, Head, Intergovernmental Organizations and Partnerships, Department of External Relations
Mr. Victor Owade, Consultant, Intergovernmental Organizations and Partnerships Section, Department of External Relations

Others

IGF Secretariat

Mr. Chengetai Masango, Programme and Technology Manager